

Le Commerce de la Paix

*Madame le Professeur Françoise THIBAUT, professeur émérite,
membre correspondant de l'Institut de France (ASMP).*

La Paix -selon la simple définition du Droit International- est « l'absence de guerre », ou encore « la cessation des hostilités, de la discorde ou d'un conflit ».

Il y a aussi « la paix armée » où chacun reste vigilant, se tient sur « le pied de guerre ». L'éventail des appréciations est donc large, suffisamment généraliste pour que les intéressés en face l'usage qui leur convienne.

Cette situation a existé depuis la nuit des temps, au sein de toutes les sociétés. « Être en paix, Avoir la paix » signifie être parvenu à *un degré suffisant de civilisation* et de raison pour vaquer aux tâches nécessaires non à une survie, mais à une vie organisée du groupe auquel on appartient, à son développement économique, son enrichissement éventuel, son bien-être, sa créativité.

De ce point de vue, au fil des ententes et des affrontements, les sociétés se sont alternativement trucidées et ruinées dans les conflits, puis recomposées et développées, enrichies, selon des cycles ininterrompus. Au terme des discordes, le ou les vaincus doivent « payer » pour recouvrer la paix, en indemnisant le ou les vainqueurs. C'est le thème souvent développé des « réparations », des sacs et pillages autorisés au vainqueur. D'ailleurs, il arrive que le vainqueur « paie » pour renflouer un vaincu trop anéanti, notamment pour éviter qu'il ne se révolte ou veuille une revanche dévastatrice¹. Nous avons plusieurs exemples récents, tels le Japon et l'Allemagne en 1945 dont les économies ont été rapidement relancées par les Alliés ; plus récemment les cas vietnamien et coréen.

Pendant longtemps, les conflits ont été essentiellement territoriaux : la possession de « la terre » la plus riche possible, déterminait l'accès à la nourriture, la capacité à se développer et procréer ; en élargissant le territoire, on accédait aussi à une meilleure sécurité. À partir d'une certaine habileté manufacturière, la maîtrise de moyens de développement – forages, ports, constructions, l'élargissement productif – ont généré de nouvelles convoitises et de nouveaux conflits. C'est, sous des formes variées, interminable.

Ainsi va l'humanité. On peut imaginer que cette « obsession du territoire » ait disparu. Mais il n'en est rien. L'augmentation en nombre des populations – malgré les conflits armés – pendant tout le XX^{ème} siècle génère certaines anxiétés. La préoccupation de la nourriture reste basique : notamment pour les deux extrémités du spectre collectif : les enfants et les personnes âgées, ensuite vient l'alimentation des mégapoles qui ne sont que béton et bitume, l'amoncèlement misérable de personnes déplacées à la suite de désastres naturels ou de conflits. Le souci de l'acquisition de terres d'abord nourricières, puis de glacis défensif, reste tout à fait d'actualité.

L'acquisition de territoires s'est d'abord faite dans une sorte « d'innocence » : la terre était si vide et vaste ! Puis les affrontements entre groupes plus nombreux sont venus avec la sédentarisation, l'agriculture et l'élevage. Au-delà des luttes, l'acquisition a commencé à se faire – pour éviter la continuation de conflits dévastateurs par transactions financières : l'achat ou la vente de territoires peu exploités et peu peuplés ou considérés comme inutiles.

¹ Thème développé par de nombreux historiens, notamment Fernand Braudel, Daniel Boorstin, Gabriel Lepointe, Pierre Miquel (guerres de religion), Frédéric Lane (Venise) et de nombreux autres

(« les arpents de bois et de neige » de Voltaire encourageant la vente du Canada). Les mariages des enfants seigneuriaux entre puissants, dès leur plus jeune âge : Marie de Bourgogne et Maximilien de Habsbourg, Anne de Bretagne et Charles VIII puis Louis XII, et tant d'autres, porteurs des patronymes des terres annexées, échangées, achetées ou vendues... assorties de l'espérance d'une descendance solidifiant le pouvoir et la puissance.

Un mouvement plus contemporain de ces achats est, dans une version non-dynastique mais républicaine, nord-américain. Les 13 premières colonies britanniques du nord-est firent l'objet de « concessions » de terres, moyennant finance ; l'exemple le plus emblématique du système fut - entre autres- l'immense territoire concédé à un certain William Penn² en 1681, lequel revendit des lopins de 90 acres à des milliers d'affamés, candidats à l'agriculture, venus d'Europe pour trouver une terre plus nourricière et surtout libre. Moins d'un siècle plus tard l'effondrement des systèmes coloniaux esclavagistes du Portugal et de l'Espagne, profite à la jeune Fédération ; elle bataille durement aux alentours du célèbre Rio Grande ou se porte acheteuse en vue d'un « glaciais » au sud, de territoires qui lui sont mitoyens : la plus grande partie du Mexique, jusqu'à l'actuel Texas où le pétrole n'est pas encore une cible. Napoléon vend la Louisiane en Mars 1803 pour financer la III^{ème} Coalition après l'éphémère Paix d'Amiens³. La Russie tsariste vend l'Alaska aux États-Unis en 1867. La frontière rectiligne entre le Canada britannique et les USA a été l'objet d'une transaction largement financière qui a mis plus de 30 ans à prendre forme. La fameuse « conquête de l'Ouest » au-delà du Mississippi est une appropriation permanente des terres des peuples autochtones. Le Groenland est dans le viseur nord-américain depuis la fin du XIX^{ème} siècle, après avoir été une possession d'Éric le Rouge vers l'An 1000, puis norvégien, il n'est devenu danois qu'à partir de 1721 dans des conditions un peu floues. Le Royaume Uni de Grande-Bretagne, devenu le plus avide conquérant maritime de la planète n'a cessé de voler, acheter, échanger, vendre des territoires pendant plus de deux siècles, sans vraiment se soucier des populations autrement que d'un point de vue économique. Donc « l'avidité territoriale » n'est pas nouvelle, elle a seulement une forme plus rapide et brutale, parce que médiatisée dans l'instant et recourt à des procédés qui semblent – car l'opinion est ignorante – archaïques.

Le Droit international organise les relations entre groupes humains au-delà de leur champ interne (domestique), donc au-delà de leur territoire, délimité ou non. Il est une création récente dans le monde occidental, directement issu du droit maritime : ce mouvement juridique n'a pu se produire qu'une fois les sociétés stabilisées dans des règles internes, permissives ou punitives, d'autorité économique et sociale suffisantes pour subvenir à leurs besoins. L'international émane sans doute des affrontements terrestres, mais aussi des tardives conquêtes maritimes⁴.

² William Penn fit de sa concession un « royaume » qu'il nomma « Pennsylvanie », et dont l'histoire est très originale. Quaker anglais (1644-1718), financier astucieux et administrateur précis, il ouvrit largement son domaine à ses Frères, notamment aux mennonites, souvent d'origine hollandaise (amish), dont la rigueur morale est à l'origine d'une législation rigoureuse, laquelle servit en partie de base à la première législation de l'Indépendance, jointe aux idées du virginien Thomas Jefferson. Ce qu'ignoraient les premiers acheteurs de terres était la présence dans les sous-sols, de monceaux de charbon et de fer, qui firent de la Pennsylvanie l'État le plus riche de la Fédération.

³ Les Finances Britanniques, après les premiers affrontements contre la Révolution française, et surtout Bonaparte, étaient complètement exsangues : 12 milliards de dettes. Pitt dût consentir à la Paix d'Amiens, céder Chypre et Malte. Mais en 2 ans, avec des impôts, surtout des prélèvements sur les colonies, ils purent faire face, s'appuyant sur l'alliance avec la Russie pour organiser une Troisième coalition.

⁴ Superbement exposé par Fernand Braudel

Des aventuriers comme Magellan, Vasco de Gama, Christophe Colon, Tasman, Drake, Baudin, Flinders, Bougainville...et tous les autres, en vérité ne savaient pas où ils allaient, ce qu'ils faisaient, pour combien de temps et s'ils reviendraient. La mer était – hors les mers fermées de Méditerranée et de Baltique – effrayante et peu accessible dont on ne savait à peu près rien, sinon qu'elle engloutissait facilement les hommes. La faim a aussi entraîné les peuples les plus faméliques à aller au-delà de leurs misérables lopins voir si des terres libres et plus généreuses ne se cachaient pas au-delà des vagues : Bataves, Irlandais, Slaves, Gallois, Lusitaniens, Écossais, furent ainsi les premiers à embarquer vers l'inconnu.

À partir de la fin du XV^{ème} siècle la fréquentation maritime s'intensifie, devient assez vite concurrentielle car les puissants s'en mêlent, à l'affut d'un enrichissement facile, peu discuté, et surtout hors de règles terrestres contraignantes : Henri roi du Portugal⁵, Elisabeth I^{ère} d'Angleterre sortent leur pouvoir incertain de sa fragilité et de la pauvreté. Les affrontements maritimes commencent, redoutables en coût et en violence. Il s'avère nécessaire de mettre l'Océan dans un cadre interdisant des comportements trop destructifs : ce fut, sous la houlette des monarques les mieux installés dans la puissance maritime, que furent inventées *la mer territoriale*, prolongation délimitée de l'espace terrestre adjacent aux côtes, donc l'instauration d'une frontière maritime et, par contraste, la liberté totale de *la Haute mer* qui, elle, reste libre, inappropriable « Mare Nullius »⁶.

Donc les principes de territoires délimités où s'exerce la puissance souveraine d'un monarque, d'un prince ou d'un peuple, émanent largement des conquêtes maritimes et des interminables conflits qu'elles ont générés : Trio indissociable : Territoire-Frontière-Souveraineté. Nous en sommes toujours là.

De fait, notre tumultueuse époque, au plan international, connaît de cruciales interrogations :

- Les Occidentaux – l'ensemble des peuples épris de liberté individuelle, de participation au pouvoir politique et d'initiative économique, mais dont les institutions ne sont pas forcément identiques – vivent depuis la fin de la 2^{ème} Guerre Mondiale dans un monde bétonné de conventions et d'institutions collectives dont ils ont fait la promotion sur l'ensemble de la planète au fur et à mesure de la création des indépendances nouvelles, elles-mêmes issues de l'effondrement des principes colonialistes et de l'exploitation des territoires sous tutelle. Ainsi ont surgi dans le paysage politico-économico-social les « émergents » et les « jeunes ».

Ce paysage aurait sans doute été à peu près gérable s'il n'y avait eu dans ce paysage d'évolution idéale l'incontournable « ennemi frontal » à la fois théorique et matérialisé : le Communisme, lui aussi adepte de démocratie, de participation au pouvoir, d'enrichissement économique et culturel, mais dans une version collective, où l'individualisme libéral est à chasser impitoyablement. Le « peuple », masse laborieuse au service de tous est sensé exercer le pouvoir par le filtre de ses élus. Ses variantes sont adaptables, aussi envahissantes que les hordes venues d'un « ailleurs indéterminé » effondrant lentement l'Empire romain.

⁵ Henri, roi du Portugal dit le navigateur (1394-1460) ne mit jamais les pieds sur un bateau mais organisa la conquête maritime par ses escadres, le système de bateaux relais des expéditions, les premiers phares jusqu'au Cap de Bonne espérance, à l'origine du Traité de Tordesillas qui partage les gâteaux Sud-Américains entre Portugal (Brésil) et Espagne (juin 1494). Ce fut le début du fameux Âge d'Or de la péninsule ibérique.

⁶ Le juriste et diplomate hollandais Hugo de Groot - dit Grotius - (1583-1645) est considéré comme le « père » des premières règles admises par tous les Européens concernant le droit maritime et les relations internationales. On lui doit le fameux « De jure belli ac pacis » en 1625.

« Poison » de l'Occident depuis 1917, cette vision collective de l'avenir de l'humanité, mène sans que ce soit jamais vraiment exprimé, le pesant charriot des erreurs, des affrontements inutiles et cruels, des gouffres de mensonges et d'éliminations sans fioritures. Oui, l'ONU va mal. Certains – non négligeables – voudraient en être débarrassés. Elle est en effet un échec politique, mais on le savait dès son début : ces « Cinq vainqueurs » en principe Alliés indéboulonnables, n'ont jamais pu s'entendre : le redoutable veto a cristallisé le fossé entre les deux versions du monde. Le pari n'était déjà pas jouable à 57 membres cooptés, il est définitivement incongru à 196, chacun de son point de vue ayant raison. Par contre l'ONU est devenue, au fil des impasses politiques une « entreprise » gestionnaire des malheurs réservés aux plus démunis : banque alimentaire, bouclier médical, bouclier juridique, pourvoyeur de secours en tous genres, parfois installés depuis des décennies. Sa présence même imparfaite, est indispensable⁷.

- Une certitude : nous sommes à la fin des idéologies qui ont porté l'ordonnancement de la planète depuis les Lumières. Nous avons maintenant des « Lumières sombres »⁸ offrant le privilège d'assister aux ultimes soubresauts du remarquable Empire britannique qui dicta au monde pendant 250 ans les comportements souhaitables pour assoir sa domination. La symbolique rétrocession de Hong Kong en 1997 signa l'irréversible déclin ; suivent les indépendances des archipels océaniques, l'échappée de l'Afrique anglophone et surtout la pénible recomposition du Moyen Orient au prix de dommages humains terrifiants. Ce n'est pas grave : « la nature a horreur du vide ». Une période de pataugeage peu reluisant est obligatoire, et l'humanité trouvera un canevas nouveau sur lequel seront brodés des espoirs en principe innovants, mais qui ne seront sans doute que des actualisations de vieux réflexes de survie collective.

De fait, la Paix n'est plus une valeur morale : elle est une marchandise : elle l'a toujours été (Louise de Savoie, mère de François I^{er} en sait long à ce propos), mais l'apparence vertueuse des négociations était préservée. Même à Westphalie ou aux deux Congrès de Vienne ; Désormais le mercantilisme pur et dur a pris l'avantage sur la conscience.

Les 2 grands Principes Internationaux, la Frontière et la Souveraineté sont violemment remis en cause : symboles de la gestion éclairée du pouvoir, ils ne sont plus les remparts de la stabilité politique car la mondialisation – surtout financière – a fait sauter les verrous de l'indépendance souveraine intérieure aux États : Tout le monde est désormais dépendant de chacun, et dans ce jeu les plus forts (en finance, territoire, population, puissance technologique) dévorent et digèrent les plus anodins.

La fameuse « intangibilité des frontières » si rassurante, quasi éternelle est squelettique face aux flux financiers, aux dettes, aux drones, missiles et autres trouvailles des luttes dites « hybrides ». L'exemple sans doute le plus spectaculaire est la célèbre « intangibilité des frontières » de l'Afrique Subsaharienne établie en 1883-84 lors de la Conférence de Berlin par les Puissances de l'époque, toujours en vigueur, laquelle aboutit aux incohérences actuelles et dont le respect est devenu illusoire. Quid des frontières de l'Ukraine, de la Pologne, des Baltes, le Mur d'Hadrien fût-il une réalité autre que symbolique ? Que dire du

⁷ Secrétaire général de 1997 à 2006, prix Nobel de la Paix en 2001, Kofi Annan, Ghanéen d'origine, fit toute sa carrière à l'ONU. Charismatique, très médiatisé, c'est lui qui orienta l'Organisation, avec ses établissements annexes (FAO, OMS, etc.) vers les opérations de secours permanents.

⁸ Intitulé générique donné au mouvement néoréactionnaire nord-américain, dont le projet phare est l'anéantissement de la version classique de la démocratie. Ses acteurs les plus emblématiques sont le pamphlétaire Curtis Yarvin, le philosophe Nick Land, l'entrepreneur Peter Thiel, tous richissimes soutiens du président Trump. L'ouvrage d'Arnaud Miranda, spécialiste des idées politiques « Les Lumières sombres » (Gallimard 2025) résume avec talent la situation.

Texas, de la fragile Jordanie, du Cambodge ? La Palestine est – juridiquement – le plus emblématique des États « sans territoire ». Nul n'est à l'abri ni vraiment « intangible ».

À cet attelage – en principe solide – du dessin clair des territoires sur les cartes, est attachée la Souveraineté de l'État à l'intérieur de frontières dites stabilisées. Illusion ! L'argent n'a certes pas d'odeur, et ne connaît ni frontières ni stabilité : la valeur financière d'une souveraineté a longtemps dépendu de l'étalon-or pour se mettre sous la coupe de l'incontournable dollar américain dont la garantie est encore le parapluie idéal bien qu'assiégé de deux côtés : sa baisse volontaire par ses propres dirigeants, sa remise en cause par un certain nombre d'États associés en BRICS dont l'objectif final (quoique lointain) est de détrôner cette envahissante puissance .

Nous passons de la souveraineté par l'argent à la souveraineté par les matières premières : l'État qui détient de grandes réserves de métaux et matières rares, des réserves d'eau, de gaz, de terres agricoles, de promesses alimentaires est assuré d'être et demeurer « souverain » du moins pour un temps, certes mesurable mais appréciable pour plusieurs générations.

Le problème des Occidentaux est d'avoir « trop de passé » et de s'être endormi dessus : ils ont pétri le monde pendant un nombre non négligeable de siècles, au mépris d'autres civilisations qu'ils ont décidé d'ignorer et d'inférioriser pour assurer leur propre prospérité. Cela s'est passé dans un monde qui semblait sans limite ni contradiction. La pratique guerrière était normale, le meilleur moyen d'assurer la prééminence. Puis l'on découvrit l'intérêt de la négociation, donc la Paix devint monnaie d'échange.

Il n'y a pas à endosser une accablante culpabilité : «c'était comme ça ». Certes il y eut souvent responsabilité de comportements excessifs mais l'enrichissement des uns, se fit aussi dans un silence qui profita aussi aux « autres ». Il ne faut pas « falsifier » l'histoire, mais l'accepter réelle, telle qu'elle a été. Souvent horrible et pénible mais mesurée à la durée de la vie humaine. Les tyrans meurent aussi.

Les « vieux Européens » ont vécu, sortant des anciens régimes qui les ont créés, une fin du XVIII^{ème} siècle illusoire, un XIX^{ème} besogneux et inventif ; on y travailla beaucoup, surtout les pauvres. C'est sans doute la raison pour laquelle les ouvriers d'aujourd'hui gardent encore, dans leur patrimoine mémoriel, l'horreur de leur condition passée. L'actuelle détestation du travail a ses racines dans ce terrible passé. Et le XX^{ème}, probablement le pire de tous, avec le début du règne de l'argent, le cataclysme communiste, le traumatisme de deux Guerres mondiales, tous ces événements liés par de communes erreurs, une vanité sans limite et l'absence de maîtrise de colossaux moyens de destruction.

Les nouveaux théoriciens de la néo réaction n'inventent rien : obsédés par les moyens modernes de destructions en tous genres, ils reprennent à leur compte la théorie révolutionnaire de Lénine qui, après les sanglants échecs de la révolte de 1905, réussit « sa » révolution, sans émeutes en s'emparant en une nuit de tous les moyens techniques qui permettaient à la société en place de fonctionner : transports, communications, charbon, électricité, mines, réseaux d'eau potable et d'alimentation.

Les nouveaux théoriciens, milliardaires et rois du numérique comme Curtis Yarvin, Nick Land ou Peter Thiel ne font rien d'autre. Ce dernier, en particulier, est obsédé par les explosions atomiques (il en projette lors de ses conférences à travers le monde) considérées comme une excellente manière de « dépolluer la planète » afin de recréer une société nouvelle, propre, non politicienne et technologique. Certes, il faut passer à un

renouveau de civilisation mais lequel ? Sans être aussi radicalement hostile à l'être humain, ses failles et défaillances, et au libéralisme débridé qui aboutit au « chacun pour soi », les théories radicales basées sur la sujétion de l'homme aux machines conçues par quelques-uns, conduisent inévitablement à une dictature manichéenne qui ne peut conduire qu'à l'anéantissement ; les réactions sont très nombreuses. L'intelligence artificielle (IA) peut être très bon outil, auxiliaire de l'individu éduqué « autrement », mais ne devrait pas remplacer le cerveau humain. Comme évoqué par Claude Lévi-Strauss il y a plus d'un demi-siècle « la vie sur terre a commencé sans l'homme et se terminera sans lui ». La capacité d'auto destruction n'est – en effet – pas limitée. Restons calmes, attendons la suite...